

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 16

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article 16 : [Procédure pénale]

Afin de renforcer la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des Etats membres et de garantir l'efficacité des instruments communs de coopération policière et judiciaire, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter **des lois-cadre** comportant des règles minimales portant sur:

- l'admissibilité des preuves dans l'ensemble de l'Union ;
 - la définition des droits des personnes dans la procédure pénale dans le respect des droits fondamentaux ;
 - les droits des victimes de la criminalité ;
 - d'autres éléments spécifiques de la procédure pénale, qui seront identifiés préalablement par le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen.
-

Explication éventuelle :

La restriction des instruments d'harmonisation en matière de procédure pénale aux seules lois-cadre vise à préserver le rôle des parlements nationaux